

# «Le gouvernement Borsus a perdu le sens de l'intérêt général»

## LE RÉSUMÉ

À trois mois des élections, le tour de chauffe est lancé en Wallonie. Pierre-Yves Dermagne, le chef de file de l'opposition socialiste au Parlement wallon fustige les promesses du gouvernement MR-cdH.

En mode «show me the money», le député wallon s'en prend au projet de réforme fiscale du libéral Willy Borsus, qui va se faire sur le dos des citoyens les plus défavorisés.

Pierre-Yves Dermagne semble enfin presque regretter la mort virtuelle du plan wallon d'investissement.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

À trois mois des élections législatives, l'opposition socialiste wallonne donne de la voix. Une voix qui, à travers son chef de file au Parlement wallon Pierre-Yves Dermagne, attaque sans surprise le bilan de la coalition sortante MR-cdH dirigée par le libéral Willy Borsus.

En guise de tour de chauffe pour ce début de campagne, le député wallon lance le débat autour de deux dossiers emblématiques de l'actuel gouvernement wallon: la réforme fiscale et le plan wallon d'investissement.

### La facture de 573 millions

Son plaidoyer débute par un chiffre: 573 millions d'euros. «C'est ce que va coûter la nouvelle réforme fiscale annoncée par Willy Borsus», lance le député qui met en avant une série de chiffres compilés par les experts du parti sur base des annonces du ministre-président. «Le coût de la mesure IPP peut être estimé de 143 millions à 200 millions. Concernant la réduction de 500 euros sur le précompte immobilier (PRI), cela coûterait environ 430 millions d'euros sur une recette actuelle de 1,575 milliard d'euros. Mais j'aimerais savoir comment le ministre-président compte financer cette nouvelle réforme alors que la dernière

réforme fiscale de Jean-Luc Crucke (ministre MR en charge du Budget, NDLR) nous montre que les effets retour ont été surestimés pour tendre vers l'équi-

libre en 2018 alors qu'il y a un manque à gagner de 166,5 millions d'euros. Et pour le budget 2019, il y a encore une surestimation de 78 millions. Show me the money», lâche-t-il tout en qualifiant la proposition libérale «de promesse à crédit dont la facture est envoyée aux pouvoirs locaux.»

Derrière ce qu'il qualifie de mauvaise gestion qui contribuera à enfoncer la dette wallonne, le socialiste tire à boulets rouges sur les dernières annonces de Willy Borsus. «Nous ne sommes évidemment pas contre une réforme fiscale immobilière mais il faut faire en sorte que les catégories sociales les plus défavorisées aient accès à la propriété à travers la progressivité de l'impôt. Or, avec les an-

nonces de Willy Borsus, ce sont les plus aisés qui vont en profiter.»

Il argumente! «Concernant l'abattement de 500 euros sur le précompte immobilier à destination de tous les propriétaires occupant leur bien, on peut imaginer différents impacts. S'il s'agit d'une réduction d'impôt, cela sera injuste car près de 600.000 redevables n'en bénéficieraient pas car ils ont des revenus trop faibles pour être redevables d'impôts. S'il s'agit d'un crédit d'impôt dont chacun pourrait profiter même s'il ne paie pas d'impôt, cela resterait un avantage forfaitaire et dont un ménage à faible ou moyen revenu recevrait le même montant qu'un ménage du dernier décile. Belle justice fiscale!»

Même son de cloche socialiste en ce qui concerne la réduction du PRI. «Elle profiterait moins aux ménages plus modestes qu'aux autres. En effet,

aujourd'hui ceux qui ont des habitations à faible revenu cadastral ne paient pas 500 euros de PRI. Ils ne pourraient donc pas bénéficier de la totalité de la mesure. Seuls les propriétaires d'immeubles à revenu cadastral supérieur bénéficieront pleinement de la mesure.»

### L'appel au civisme fiscal

Partisan pour plus de progressivité de l'impôt, notamment dans les compétences immobilières de la Wallonie, Pierre-Yves Dermagne y voit un geste de civisme citoyen. «Plus on a la capacité de contribuer au fonctionnement de la société, plus on doit le faire et ce n'est pas du communisme. Les riches aux USA ont accepté de contribuer au redressement de leur pays. C'est un appel que je lance à une

catégorie de gens dont je fais partie en tant que député. Il faut appeler les gens

à plus de civisme. On doit vivre avec le souci de l'intérêt général. Or, je constate que ce gouvernement a perdu le sens de l'intérêt général.»

### Mort virtuelle du plan d'investissement

À côté de ce gros contentieux fiscal, Pierre-Yves Dermagne fustige les effets de manche lancés par le gouvernement autour du plan wallon d'investissement pour lequel le socialiste annonce sa mort virtuelle. «L'Union européenne a refusé la clause de flexibilité pour le plan d'investissement de Willy Borsus. C'était la clé de voûte du plan wallon d'investissement car cette clause aurait permis de faire ressortir de la trajectoire budgétaire les investissements. Le plan prévoit des investissements à hauteur de 5 milliards. Sans cette clause, il faudra aller chercher 800 millions d'euros par an dans le budget wallon de 13 milliards», regrette le député qui voit derrière cette tuile une facture reportée pour le prochain gouvernement. «Sur un budget de 5 milliards, seuls 2% sont budgétés dans les budgets 2018 et 2019. C'est donc au prochain gouvernement à trouver 4,8 milliards d'ici 2024! Convenons que cela ne sera pas évident au vu de l'ardoise laissée par ce gouvernement.»

Tout en plaçant pour la poursuite du dialogue avec l'Europe et une hausse des investissements, Pierre-Yves Dermagne s'inquiète sur un autre aspect du montage financier du plan. «On nous annonçait pour 2,8 milliards de partenariats public-privé (PPP) sur les 5 milliards du plan. Force est de constater qu'à ce jour, on les attend toujours. Tout au plus nous parle-t-on d'un possible PPP de 100 millions pour le dragage des voies navigables dont le ministre Carlo Di Antonio parle depuis 4 ans. Et c'est tout! Alors la question qui se pose est comment ce plan va-t-il se concrétiser sans clause de flexibilité, sans PPP, et dans le respect de l'équilibre budgétaire dont le GW a fait son credo?»

Un brin ironique sur le sujet, le socialiste rend néanmoins hommage aux quelques mesures nées du plan comme la construction de crèches ou de piscines. «Mais ce sont des projets initiés par le précédent gouvernement Magnette et qui restent dans le cadre de financements classiques.»

«Plus on a la capacité de contribuer au fonctionnement de la société, plus on doit le faire et ce n'est pas du communisme.»

PIERRE-YVES DERMAGNE  
CHEF DU GROUPE PS  
AU PARLEMENT WALLON